



# La lettre d'ENSEMBLE!

<https://www.ensemble-mouvement.com>

**Dimanche 16 octobre :  
Marchons ensemble**



Le 29 septembre, nous étions des centaines de milliers dans les rues pour montrer que le mouvement social répond présent à la souffrance de celles et ceux qui ne savent pas comment boucler leurs fins de mois et à l'inquiétude à propos de l'allongement du temps du travail, qui risque de réduire l'espérance de vie.

En effet, se profile pour janvier le projet scélérat de faire travailler jusqu'à 65 ans. Alors qu'on sait combien sont difficiles les dernières années au travail. Et qu'on connaît les conséquences du report de l'âge du départ à la retraite sur la santé.

La seule réponse possible à ce mauvais coup préparé par Macron, c'est le refus, qui doit se manifester dès maintenant. Le 16 octobre, à l'appel de divers partis de la NUPES, dont la FI, le PS, EELV, la marche contre la vie chère et le recul de l'âge de la retraite doit être un succès pour montrer que nous refusons la politique de régression sociale.

ENSEMBLE ! appelle à marcher à Paris : pour résister, pour gagner.

**15 octobre 2022 - 10H à 18H à l'AGECA Paris**

## **CONSOLIDER L'UNITÉ & RENFORCER LA NUPES CONTRIBUER À UNE ALTERNATIVE MAJORITAIRE**

La NUPES qui s'est constituée pour les récentes élections législatives est porteuse d'espoir pour le peuple de gauche. Elle a permis que les principales forces de la gauche et des écologistes (France insoumise, EELV, PS, PCF, Génération.s) soient représentées à l'Assemblée nationale. Surtout elle témoigne de la possibilité d'un front uni à gauche pour défendre les mesures indispensables et urgentes d'ordre social, démocratique, écologiste, dans une logique de rupture avec le néolibéralisme.

L'unité que concrétise la NUPES peut mobiliser les classes populaires et la jeunesse qui aujourd'hui doutent de la possibilité d'imposer des solutions politiques conformes à leurs aspirations. C'est indispensable pour faire barrage aux mesures que Macron se prépare à prendre contre les chômeurs et les précaires (réforme de l'indemnisation du chômage), contre l'ensemble des salariés (réforme des retraites), contre les immigrés (projet Darmanin)...

Au-delà de ces échéances immédiates, c'est la question de la réponse à la crise politique qui est posée : du fait du délitement du macronisme le Rassemblement national se présente comme apte à assurer « l'alternance », il est candidat au pouvoir. Ce serait une régression catastrophique.

Pour conjurer cette menace il faut construire un véritable front social et politique du salariat et de la jeunesse dans leur diversité. **La NUPES peut et doit relever ce défi.**

Il faut débattre largement et partout de ces questions, au niveau national comme dans les assemblées locales de la NUPES qui doivent se constituer et construire un rassemblement populaire à vocation majoritaire, que la NUPES devienne une Maison commune pluraliste et démocratique.

**De ces questions discutons-en lors d'une journée nationale ouverte d'échanges d'expériences et d'orientations, le 15 octobre à Paris. à l'AGECA Paris, 177 rue de Charonne, 75011 Paris Métro Alexandre Dumas**

Sont prévus des échanges sur nombre de questions actuelles :

- **Comment imposer la bifurcation écologique dans la justice sociale avec l'accélération du réchauffement climatique ?**
- **Comment conquérir de nouveaux droits démocratiques ?** Comment combattre les initiatives de Darmanin qui multiplie les propositions pour flatter l'extrême droite, comment répondre au défi des migrations climatiques ? Comment aller vers une république sociale et démocratique face à la crise politique ?
- **Après les actions syndicales, la marche contre la vie chère, comment poursuivre l'action sur les salaires, les retraites pour gagner ?** Comment aboutir à un référendum sur la taxation des superprofits ?
- **Ainsi qu'un débat sur la question : comment développer, renforcer la NUPES pour une alternative majoritaire ; comment construire une gauche unie, pluraliste, démocratique ?** Quelles formes d'échanges ou d'organisation sur le terrain ?

Une initiative qui a déjà recueilli 1500 soutiens et qui devrait appeler à d'autres rendez-vous...

**Les élections législatives du 25 septembre dernier en Italie ont vu, comme prévu dans les sondages, la nette victoire de la coalition de « centre droit » et, en son sein, du parti néo-fasciste de Giorgia Meloni, Fratelli d'Italia.**

Le système électoral en Italie donne un avantage substantiel, près de 16% à la coalition arrivée en tête, ce qui explique qu'avec seulement 44% des voix, la coalition des Fratelli d'Italia, de la Lega et de Forza Italia recueille près de 60% des sièges, tant à la Chambre des Députés qu'au Sénat. Il est encore tôt pour tirer toutes les leçons de ces élections, mais quelques points peuvent en être retenus.

Comme dans la plupart des autres pays européens, la très forte abstention, au sein principalement des classes populaires et de la jeunesse pose un grave problème de démocratie et a favorisé, quasi automatiquement l'extrême-droite. Le trouble jeu du M5S, au cours de toute la législature précédente a eu pour conséquence la division par deux de son score électoral, sa scission et sa conversion tardive à des thèmes de campagne ancrés « à gauche », lui permettant d'apparaître aux yeux de certains comme un « vote utile » contre l'extrême-droite.

De son côté, le Parti Démocratique a lourdement payé ces années d'accompagnement du néo-libéralisme en Italie et la coupure qui en est résulté avec les milieux populaires dans les zones traditionnelles d'implantation du mouvement ouvrier. En réalisant un score de 1.5%, la gauche radicale, regroupée dans l'Union Populaire, n'atteint pas le seuil de 3%, nécessaire pour obtenir des élus.

Confrontées à la nouvelle majorité de droite, dont la stabilité n'est absolument pas garantie, toutes les forces politiques à la gauche du PD (voire certains courants en son sein), de larges fractions du syndicalisme institutionnel ou du syndicalisme « de base » et les mouvements sociaux, antiracistes écologiques LGBTQI et féministes doivent maintenant se poser les questions essentielles de la reconquête politique, culturelle, idéologique, face à l'extrême-droite et à la recomposition des cadres militants permettant le développement des luttes sociales. De ce point de vue, également des bilans devront être tirés.

Nous publions ci-contre de larges extraits de la déclaration de Potere al Popolo, au lendemain des élections.

(Traduction par nos soins)

Mathieu Dargel



Cet article de Mathieu Dargel a été publié initialement sur le site de Gauche écosocialiste (GES). Nous le reproduisons avec son accord.

« Le centre-droit a gagné, mais nous pensons que les paroles apocalyptiques sont déplacées. D'une part, parce que face aux difficultés, il ne faut jamais désespérer, mais plutôt trouver des solutions et se battre, et d'autre part, parce qu'à y regarder de plus près, le centre-droit ne pénètre pas la société, et encore moins les classes populaires ou les jeunes. En termes absolus, il recueille à peu près le même nombre de voix qu'il y a quatre ans, et même 5 à 6 millions de moins que pendant les années dorées de Berlusconi. Ce qui s'est passé, c'est plutôt un glissement interne, d'abord de Forza Italia vers la Ligue (élections politiques 2018 et surtout européennes 2019), et enfin vers Fratelli d'Italia, une force qui a déjà été dédramatisée depuis presque trente ans maintenant.

Il ne s'agit pas de minimiser la gravité de la situation, les risques d'un nouvel autoritarisme en termes de gestion des conflits sociaux ou dans les prisons, en termes de droits civils et de droits des femmes, pour les migrants et les deuxièmes générations, ou encore l'activisme désinhibé de personnes ayant des liens locaux avec des mafias et des groupes subversifs. Mais le fait que Meloni soit chargée de faire avancer le programme de Draghi, le néolibéralisme le plus féroce, la position pro-atlantique de l'Italie, la guerre contre les pauvres et entre les pauvres, en dit long sur les éléments de continuité entre un éventuel gouvernement dirigé par elle et tout le scénario politique qui l'a précédé, centre-gauche et 5 Etoiles compris. Il y a aussi des éléments de continuité avec le scénario européen, qui voit les effets politiques des cycles de protestation de 2008-2011 prendre fin presque partout et s'orienter vers une stabilisation de droite et conservatrice du système économique.

Et pourtant un éventuel gouvernement Meloni, traversé par de nombreuses tensions en son sein, devra immédiatement faire face à des contradictions majeures, un taux d'inflation de 10%, une augmentation généralisée du coût de la vie, un malaise social persistant, un haut niveau de tension internationale, la tendance des classes dirigeantes à consumer rapidement les personnalités politiques : il s'agit donc d'une construction fragile, qui peut être remise en cause d'abord par la rue, par les mouvements sociaux, par une opposition décisive. Et c'est ce que nous pensons qu'il faut construire en Italie....

... Mais il est également vrai que les temps changent et que nous devons accélérer ce changement et être prêts quand il arrivera. C'est pourquoi nous devons maintenant faire ce que les électeurs nous demandent de faire : continuer à construire l'Union populaire. Nous pensons que pour ce faire, il est également nécessaire de donner une représentation à une majorité de la population qui était opposée à la guerre et qui paiera les conséquences économiques de la guerre. Ce besoin, comme nous le montre la poussée spéculative sur le gaz et l'électricité, est fort. Nous devons élargir ce front, en partant des conflits sociaux et des sujets en lutte, dans le but d'offrir une perspective générale, d'enraciner le projet dans les territoires, dans le discours public, de le rendre crédible.... »